

Transmis pour information aux honorables membres de la

- Conférence des Présidents
- Commission des Pétitions
- Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Luxembourg, le 2 octobre 2019



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Le Ministre aux Relations avec le Parlement

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 19 août 2019

Personne en charge du dossier:
Roland Gaasch
☎ 247 - 82953

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:

27 AOÛT 2019

SCL: PET 1284 – 1003 / nb

Objet : Pétition n° 1284 – Rendre le congé de paternité accessible pour les indépendants, les travailleurs intellectuels indépendants et les non-salariés en général.

Monsieur le Président,

Comme suite à la demande afférente de la Commission des Pétitions du 17 juillet 2019, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la prise de position de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire concernant la pétition n° 1284 relative à l'objet sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre aux Relations
avec le Parlement


Marc Hansen

**Prise de position du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire par rapport
à la pétition publique N°1284**

Par la pétition N°1284 le pétitionnaire demande à ce que le congé de paternité soit rendu accessible aux indépendants, aux travailleurs intellectuels indépendants et aux non-salariés en général.

Le pétitionnaire souhaite mettre fin à une discrimination éventuelle entre salariés et indépendants en ce qui concerne l'accès au congé de paternité ainsi qu'au remboursement prévu par la loi luxembourgeoise. Actuellement ce congé est prévu par le Code du travail et s'applique exclusivement aux travailleurs i.e. aux salariés du secteur privé et aux fonctionnaires et employés de l'Etat.

Le pétitionnaire évoque le fait que le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire refuse le remboursement si la demande émane d'un travailleur indépendant. Selon le pétitionnaire cette pratique constitue une violation du principe constitutionnel selon lequel tous les Luxembourgeois sont égaux devant la loi et contribue à une discrimination entre un père ayant le statut de salarié et un père ayant le statut d'indépendant.

Il y a d'abord lieu de souligner que le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire n'a pas de compétence en ce qui concerne les questions relevant du statut des indépendants.

Dans ce contexte, il faut rappeler la réponse de Monsieur le Premier Ministre Xavier Bettel à la question parlementaire N°698 en date du 6 juin 2019 qui reprend l'extrait du programme gouvernemental :

« En ce qui concerne le statut de l'indépendant, l'application de certaines législations, qui diffèrent selon que la personne travaille dans le cadre d'un contrat de travail ou de façon indépendante, sera revue. Le congé de paternité de dix jours dont peuvent bénéficier des salariés sera ainsi rendu applicable aussi aux indépendants. »

En plus, le Premier ministre conclut en indiquant que :

« Le Gouvernement consacrera le temps nécessaire à l'élaboration de ces réformes importantes et ne saurait indiquer un timing précis à ce stade. »